

# Lancement d'alerte et conformité en Europe

Un aperçu fondé sur les données

2026



# Contenus

—	Introduction	03
—	Lancement d’alerte en Europe continentale	04
	Moins de signalements signifient-ils moins de risques ?	05
	L’anonymat reste élevé	06
	Des taux de justification cohérents selon les régions	07
	Les entreprises européennes affichent des délais de clôture des dossiers nettement plus longs	08
	Variations mondiales des catégories de risques	09
	Canaux de signalement : une Europe tournée vers le numérique	10
—	Les enseignements du benchmark State of Risk & Compliance en Europe continentale	11
	Les programmes gagnent en maturité dans l’UE	12
	Une question de culture et de leadership ?	13
	La complexité réglementaire crée des frictions	15
	France : Sapin II continue de façonner la conformité	16
—	Conclusion	17

---

# Introduction

**Yuval Grauer**

Vice-président exécutif et directeur général international

---



2025 marque la première année d'application de la directive européenne relative au lancement d'alerte à l'ensemble des organisations de 50 collaborateurs ou plus au sein de l'Union européenne. Après une mise en œuvre progressive depuis 2022, on pourrait supposer que les pratiques de signalement sont désormais bien ancrées auprès des managers comme des collaborateurs.

Les récentes crises mondiales, sanitaires, environnementales, économiques et géopolitiques, ont renforcé la nécessité d'une vigilance accrue. Mais que révèlent réellement les données ?

Les données benchmark NAVEX relatives aux dispositifs d'alerte reposent sur 2,37 millions de signalements provenant de la plus vaste base de données mondiale dédiée au lancement d'alerte, couvrant plus de 4 000 organisations. Cette position unique permet d'obtenir une vision claire

des forces et des standards des organisations, tout en apportant des recommandations concrètes sur la manière dont les entreprises peuvent tirer parti des dispositifs de signalement pour gérer les risques.

À l'inverse, le Rapport sur l'état des risques et la conformité apporte une perspective qualitative fondée sur les réponses de plus de 1 100 responsables du R&C dans le monde.

Ces deux ensembles de données incluent des informations relatives à l'Europe (hors Royaume-Uni), permettant une vision localisée, comparable aux tendances mondiales.

Au-delà d'être un simple état des lieux, ces benchmarks reflètent les risques réels auxquels les entreprises sont confrontées et la manière dont elles s'adaptent à l'évolution des exigences réglementaires.

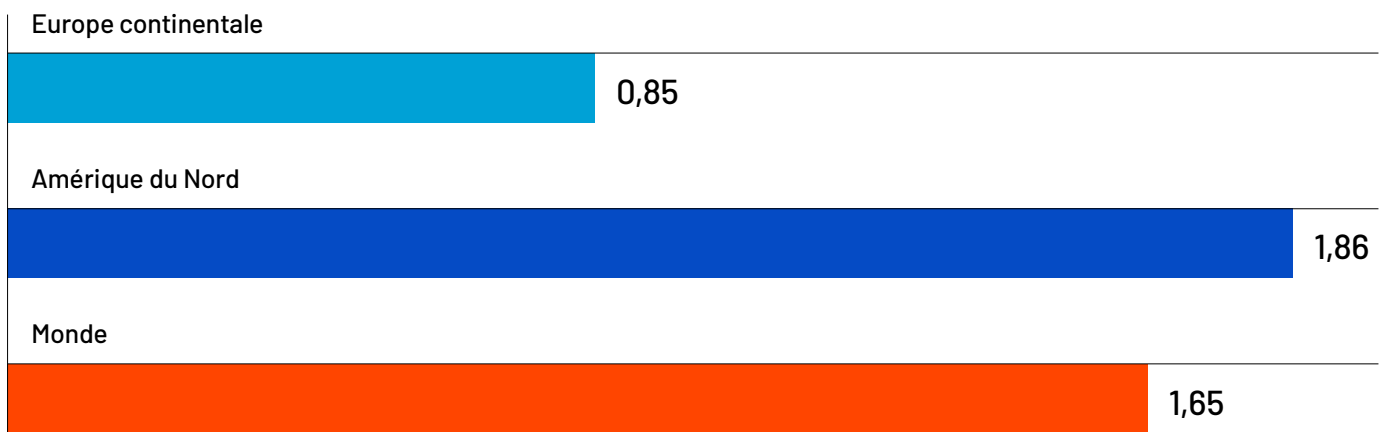


01

# Alerte en Europe continentale

# Moins de signalements signifie-t-il moins de risques ?

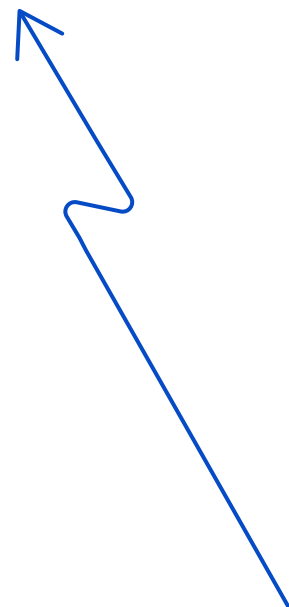
## SIGNALEMENTS POUR 100 EMPLOYÉS



L'Europe enregistre moins de signalements que l'Amérique du Nord et la moyenne mondiale. Cet écart peut toutefois s'expliquer en grande partie par la maturité réglementaire.

Alors que l'Union européenne n'a introduit une législation complète sur le lancement d'alerte qu'en 2021, des pays comme le Royaume-Uni (1999), les États-Unis (2002) ou le Canada (2007) disposent de cadres réglementaires plus anciens.

Des niveaux de signalement plus faibles ne signifient pas nécessairement qu'il y a moins de problèmes : ils peuvent refléter une sensibilisation moindre, un nombre plus limité de canaux de signalement ou une culture de la parole encore moins mature.

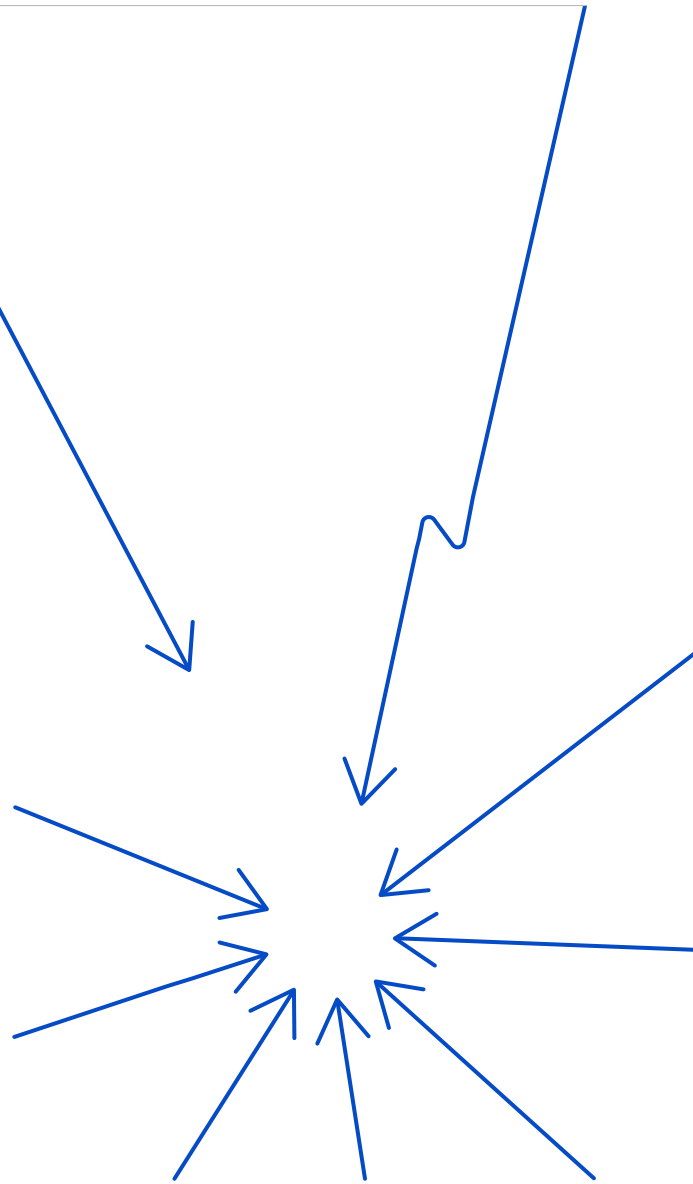


# L'anonymat reste élevé

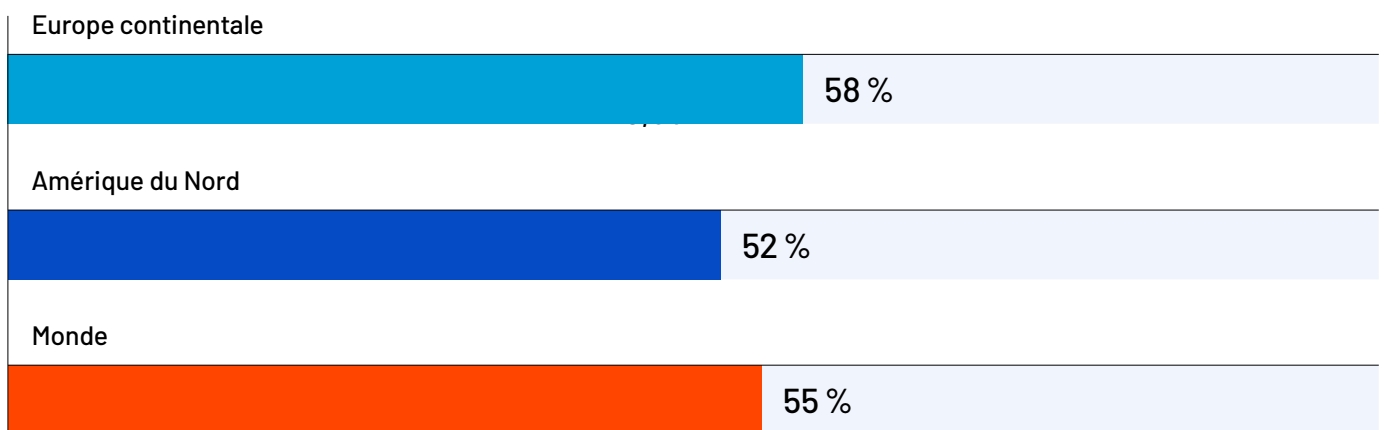
L'Europe se distingue par un niveau élevé de signalements anonymes.

Cela reflète probablement une combinaison de facteurs : une adoption plus récente des dispositifs de lancement d'alerte, une certaine incertitude quant aux processus de signalement, ainsi que des préoccupations persistantes liées aux représailles.

Le manque de compréhension quant au traitement des signalements et à la protection des lanceurs d'alerte peut également contribuer à cette préférence pour l'anonymat.



## TAUX DE SIGNALEMENT ANONYME



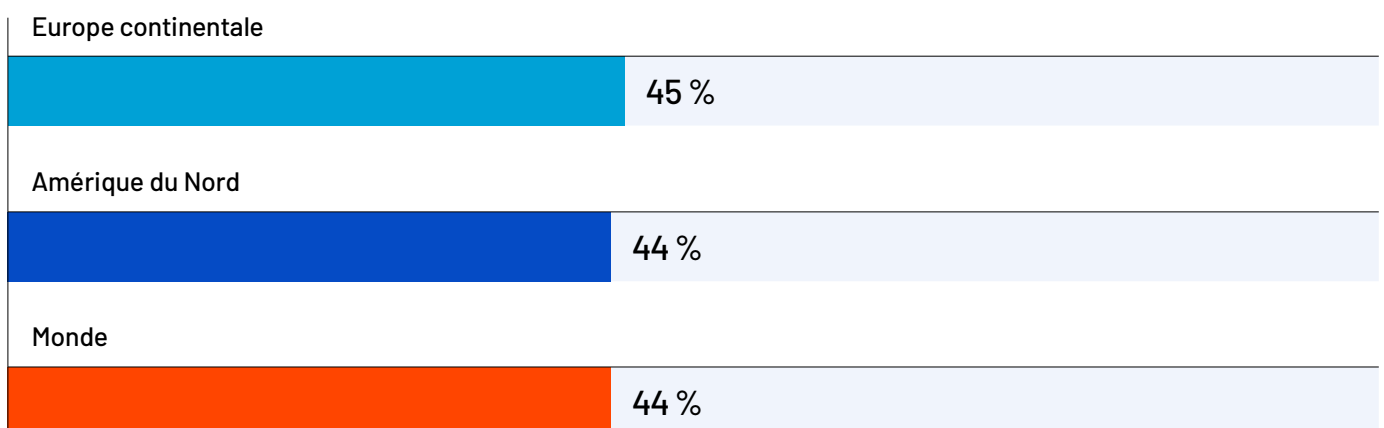
# Des taux de justification cohérents selon les régions

Les taux de substantiation restent globalement alignés entre les régions, ce qui suggère une qualité de signalement et une rigueur des enquêtes relativement homogènes.

Cependant, plus de la moitié des signalements ne sont pas corroborés, ce qui soulève des questions importantes : les signalements manquent-ils de clarté ou les enquêtes ne permettent-elles pas de faire émerger pleinement les problématiques ?

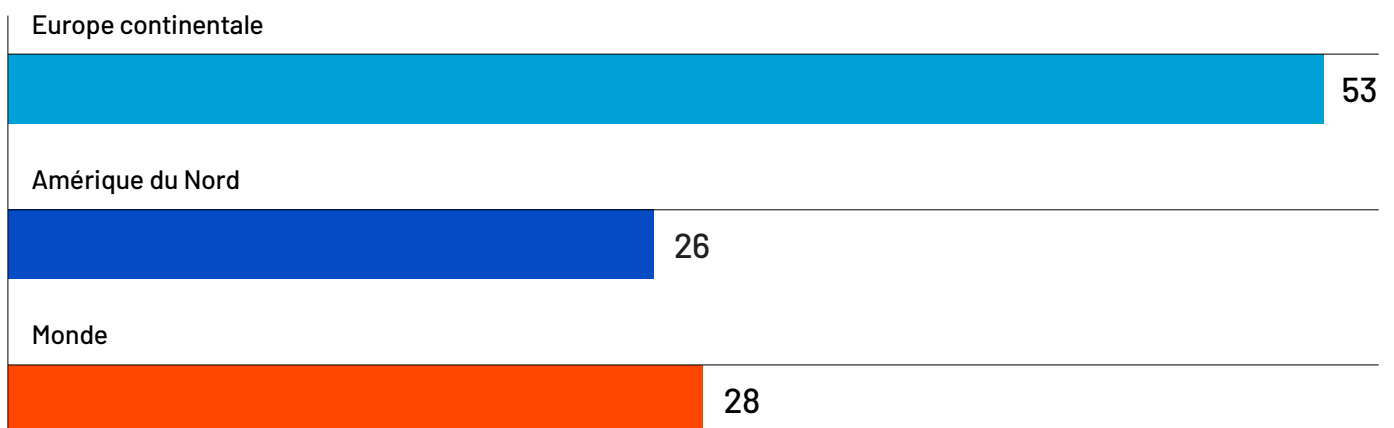


## TAUX DE JUSTIFICATION



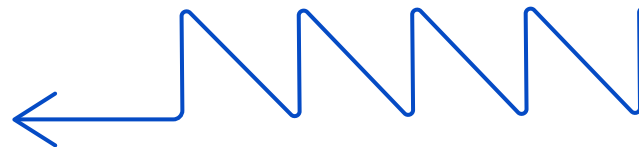
# Les entreprises européennes affichent des délais de clôture des dossiers nettement plus longs

## DÉLAI MÉDIAN DE CLÔTURE DES DOSSIERS (JOURS)



Les délais d'enquête en Europe sont presque deux fois plus longs que ceux observés à l'échelle mondiale.

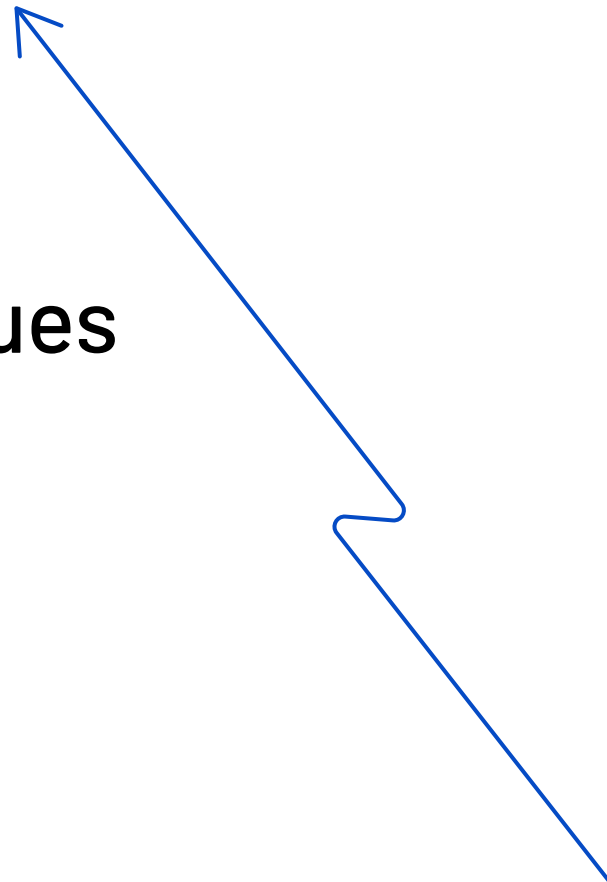
Bien que les données de benchmark ne permettent pas d'identifier précisément les causes de ces évolutions, plusieurs dynamiques macroéconomiques peuvent influencer les délais d'enquête et méritent d'être prises en compte. Les réductions d'effectifs, ainsi que les pressions géopolitiques et économiques plus larges, peuvent contribuer à des dossiers plus complexes et à des délais d'examen prolongés.



# Variations mondiales des catégories de risques

L'Europe continentale se distingue davantage sur les problématiques liées à l'intégrité financière et à l'intégrité des affaires, tandis que l'Amérique du Nord enregistre légèrement plus de problématiques liées à la conduite au travail.

Ces différences peuvent refléter à la fois des priorités culturelles et l'accessibilité des mécanismes de signalement.

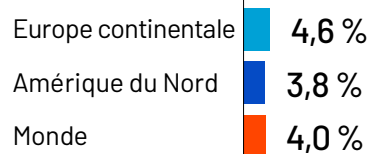


## CATÉGORIES DE RISQUES DÉCLARÉES

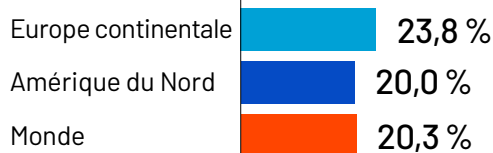
### Comptabilité, audit et reporting financier



### Utilisation abusive ou détournement d'actifs



### Intégrité des affaires



### Conduite au travail



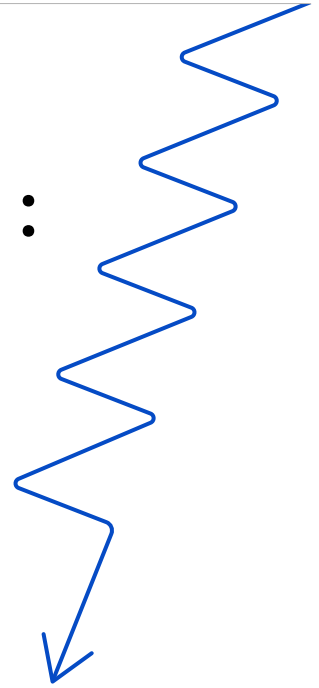
### Environnement, hygiène et sécurité



### Autres



# Canaux de signalement : une Europe tournée vers le numérique

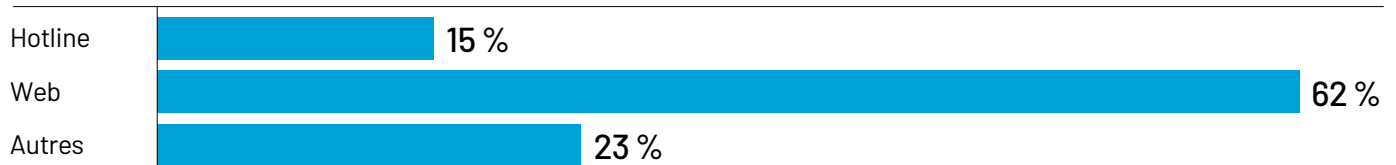


En Europe, les signalements sont majoritairement numériques.

Le signalement via le web domine largement, tandis que l'utilisation des lignes téléphoniques est nettement inférieure à celle des autres régions. Cela met en évidence une préférence claire pour des canaux de signalement en ligne et asynchrones.

## MODES DE RÉCEPTION DES SIGNALEMENTS (FRÉQUENCE)

### Europe continentale



### Amérique du Nord




### Monde



02

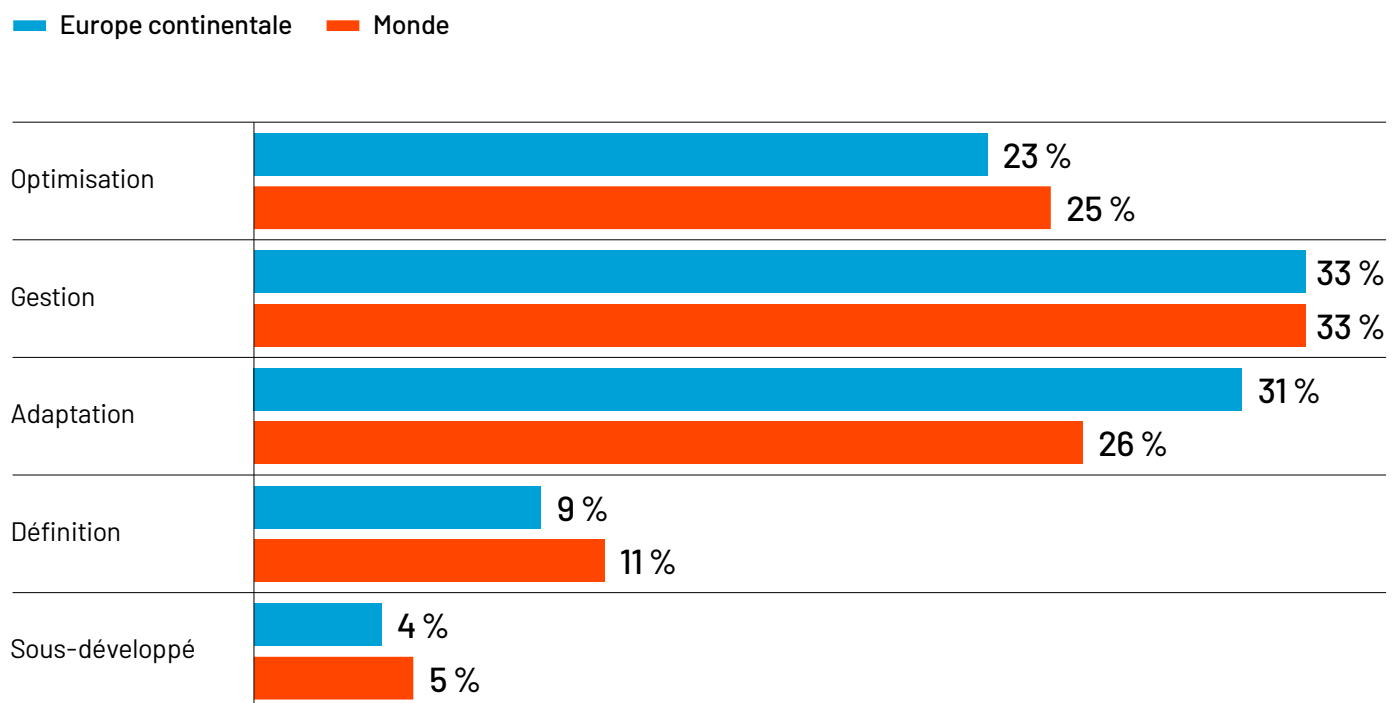
# Les enseignements du benchmark État du risque et de la conformité en Europe continentale

A decorative graphic consisting of several light blue arrows of varying lengths and directions, all pointing towards a central point in the lower right quadrant of the page. The arrows originate from the right and bottom edges, creating a sense of convergence.

# Les programmes gagnent en maturité dans l'UE



## NIVEAU DE MATURITÉ DES PROGRAMMES



Les programmes de conformité européens continuent de progresser en maturité, avec plus de la moitié des organisations situées aux niveaux « maîtrisé » ou « optimisé ».

Cependant, comparée aux autres régions, l'Europe continentale reste légèrement en retrait dans l'atteinte des niveaux de maturité les plus élevés. Cet écart suggère que, même si les entreprises ont mis en place des fondations solides en matière de conformité, beaucoup

poursuivent encore leurs efforts de structuration et de montée en puissance.

Dans le même temps, la proportion relativement faible de programmes sous-développés constitue un signal positif. Cela indique que la conformité n'est plus une fonction émergente en Europe continentale, mais bien une priorité stratégique reconnue, que les organisations cherchent activement à renforcer au fil du temps.

# Une question de culture et de leadership ?

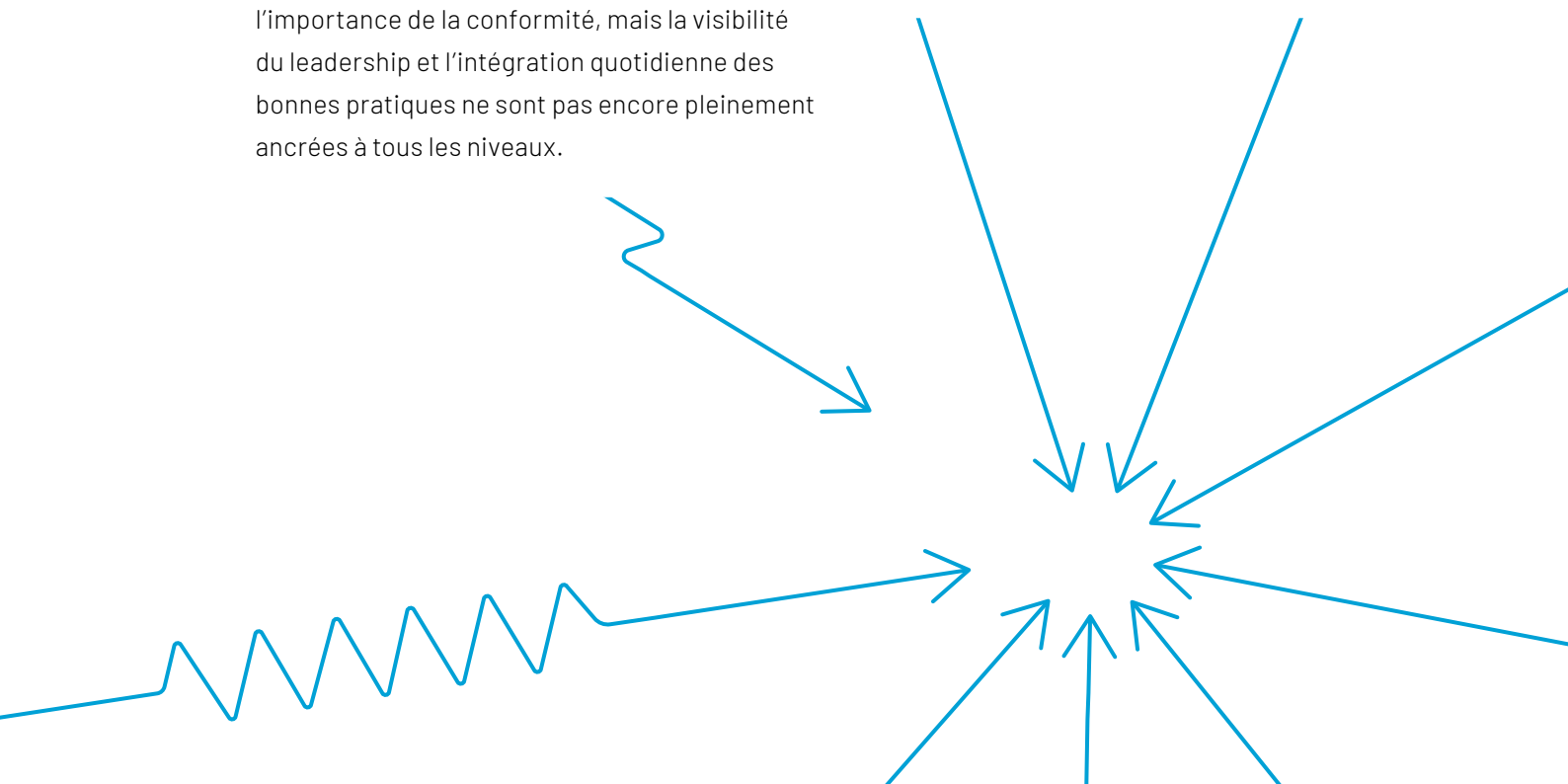
La culture d'entreprise reste l'un des principaux facteurs déterminant l'efficacité des programmes.

Si 63 % des organisations indiquent que leurs dirigeants promeuvent activement l'éthique et la conformité, ce chiffre demeure inférieur aux benchmarks mondiaux (70 %). De même, moins de dirigeants sont perçus comme incarnant systématiquement un comportement éthique ou maintenant leur intégrité sous pression (54 %).

Cela met en évidence un écart entre l'intention et l'exécution. Les organisations reconnaissent l'importance de la conformité, mais la visibilité du leadership et l'intégration quotidienne des bonnes pratiques ne sont pas encore pleinement ancrées à tous les niveaux.

De manière encourageante, moins de dirigeants sont perçus comme freinant activement les efforts de conformité (12 %). Cela suggère que la résistance n'est pas le principal problème : l'opportunité réside davantage dans le renforcement de l'engagement des dirigeants, de la cohérence et du tone from the top.

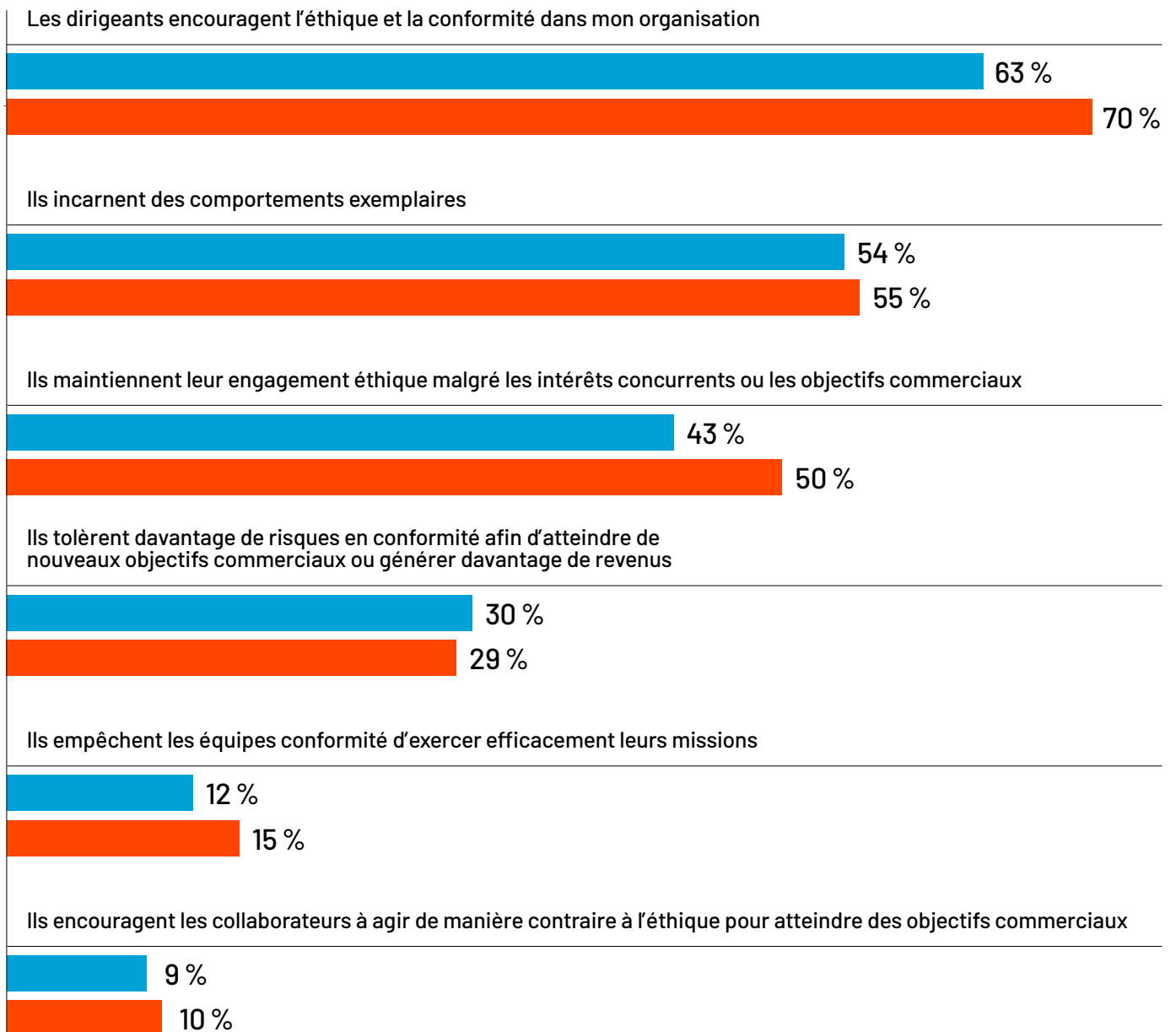
En définitive, construire une culture de la parole solide nécessite plus que des politiques et des processus. Cela repose sur des comportements de leadership qui renforcent la confiance, la responsabilité et la prise de décision éthique.



## Une question de culture et de leadership ?

### PERCEPTIONS DES DIRIGEANTS PAR LES ORGANISATIONS

— Europe continentale — Monde





# La complexité réglementaire crée des frictions

Le volume et le rythme croissants des réglementations européennes, notamment la CSRD, le RGPD, l'AI Act européen et d'autres textes, posent des défis concrets aux organisations.

Ces résultats mettent en évidence un problème structurel : les exigences réglementaires évoluent plus rapidement que la capacité des entreprises à les mettre en œuvre.

Le défi ne réside pas dans le manque de sensibilisation, mais dans la capacité à transformer des cadres réglementaires complexes, et souvent fragmentés, en processus de conformité concrets et évolutifs.

Cette problématique est particulièrement visible dans les environnements transverses, où les équipes juridiques, et de gestion des risques doivent coordonner leurs efforts afin d'interpréter et de mettre en œuvre les nouvelles exigences.

En conséquence, la conformité évolue progressivement d'un simple exercice réglementaire à un véritable enjeu de transformation nécessitant une gouvernance renforcée, une meilleure intégration entre les fonctions et des outils plus avancés pour gérer la complexité à grande échelle.

## DÉFIS LIÉS AUX RÉGLEMENTATIONS EUROPÉENNES

**43 %** des répondants signalent des exigences réglementaires contradictoires ou qui se chevauchent

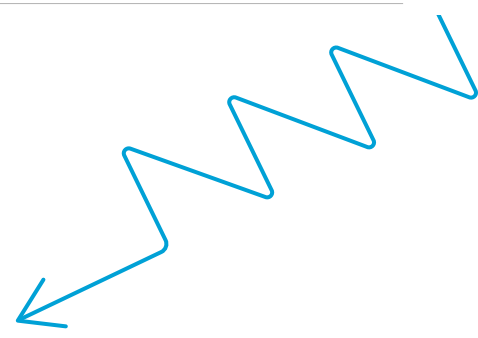
**37 %** rencontrent des retards de mise en œuvre

**32 %** mettent en évidence la confusion interne

**21 %** déclarent avoir accru la charge administrative

# France

## Sapin II continue de façonner la conformité



Dix ans après son introduction, la loi Sapin II continue d'avoir un impact durable sur les programmes de conformité en France.

Au cours des 12 derniers mois, son influence s'est principalement traduite par des changements opérationnels, notamment des mises à jour des politiques anticorruption (47 %) et un renforcement du devoir de diligence relatif aux tiers (40 %).

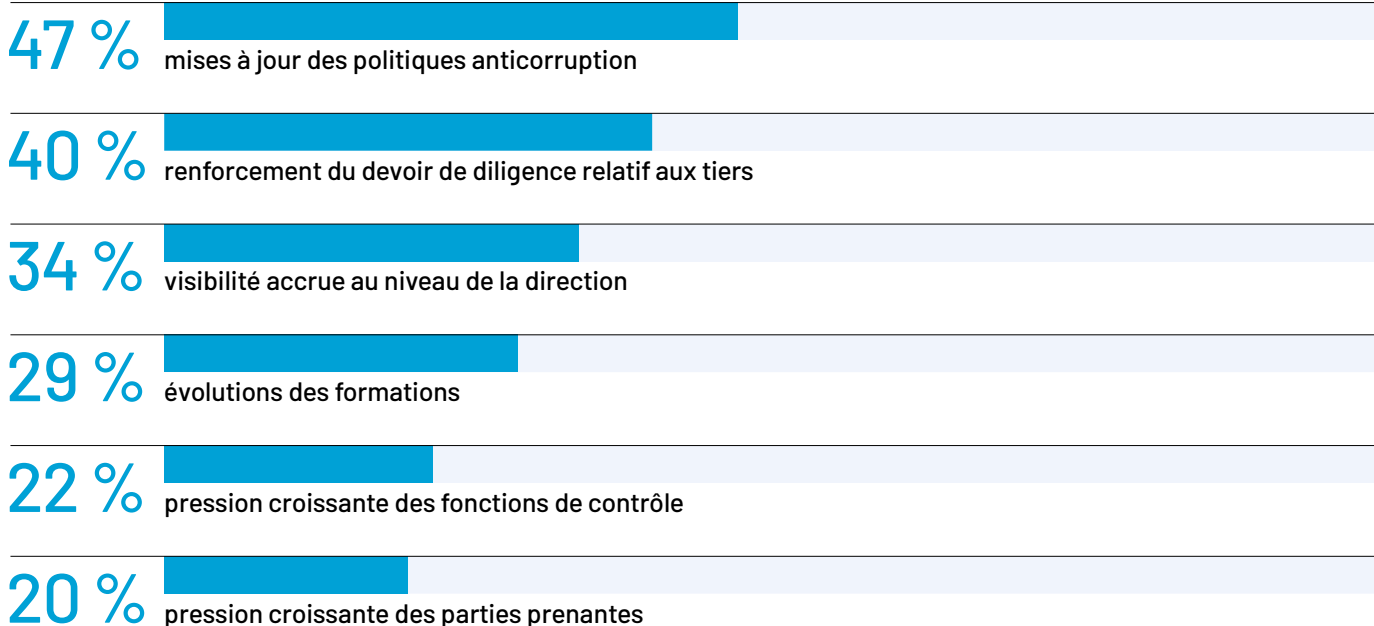
Ces résultats confirment que Sapin II reste un moteur concret de la conformité, poussant les

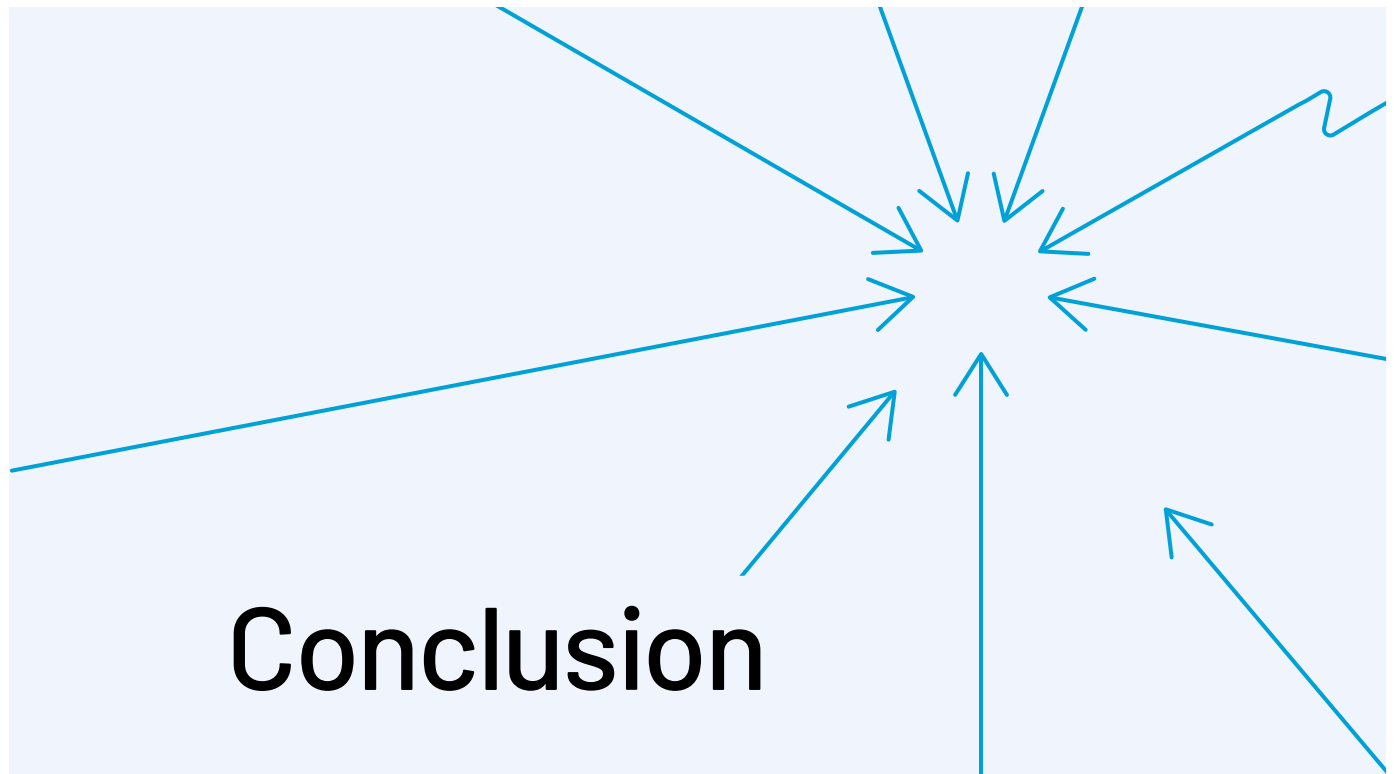
organisations à formaliser et renforcer leurs dispositifs de prévention.

Une visibilité accrue au sein de la direction (34 %) entraîne également des évolutions en matière de formation (29 %), ainsi qu'une pression croissante exercée par les fonctions de contrôle (22 %) et les parties prenantes (20 %).

Dans l'ensemble, Sapin II est devenue une structure durable de référence, continuant de façonner la maturité conformité en France.

### IMPACT DE SAPIN II SUR LES ÉQUIPES OU PROGRAMMES DE CONFORMITÉ AU COURS DES 12 DERNIERS MOIS





# Conclusion

Ces résultats soulignent l'importance croissante de la conformité dans la performance des organisations.

Des taux de justification solides et des programmes structurés témoignent de progrès réels, mais des défis subsistent face au rythme soutenu des évolutions réglementaires.

Des taux élevés d'anonymat, des volumes de signalement plus faibles et des délais de clôture des dossiers plus longs suggèrent que la confiance dans les dispositifs de lancement d'alerte continue de se construire et que la gestion des dossiers peut encore être optimisée.

Dans le même temps, la complexité réglementaire continue de créer des frictions opérationnelles, tandis que l'appropriation culturelle de la conformité doit encore gagner en maturité.

La question essentielle pour les entreprises est désormais de savoir si leur approche actuelle est suffisante pour répondre aux exigences actuelles et aux tendances à venir.

- Vos niveaux de signalement reflètent-ils la confiance... ou l'hésitation ?
- Votre taux d'anonymat est-il motivé par la protection... ou par un manque de confiance ?
- Vos systèmes sont-ils prêts à accompagner une évolution réglementaire continue ?

Si ces questions résonnent avec votre organisation, il est peut-être temps de réévaluer votre programme de gestion des risques et de conformité. NAVEX peut vous accompagner. Contactez-nous pour plus d'informations.

## NAVEX® | Northstar Report

Des milliers de clients du monde entier font confiance à NAVEX pour les aider à atteindre les résultats commerciaux qui comptent le plus. En tant que leader mondial des logiciels et services de gestion intégrée des risques et de la conformité, nous proposons nos solutions par le biais de la plateforme NAVEX One, le système d'information le plus complet du secteur en matière de gouvernance, de risque et de conformité (GRC).

Pour en savoir plus, consultez notre site [NAVEX.com](https://www.navex.com) et notre [blog](#). Suivez-nous sur [X](#) et [LinkedIn](#).

---

### AMÉRIQUES

5885 Meadows Road, Suite 500  
Lake Oswego, OR, 97035  
États-Unis

[info@navex.com](mailto:info@navex.com)

[www.navex.com](https://www.navex.com)

+1(866) 297 0224

---

### EMOA + APAC

Londres  
1 Queen Caroline St.  
London W6 9YN  
Royaume-Uni

[info@navex.com](mailto:info@navex.com)

[www.navex.com/en-gb/](https://www.navex.com/en-gb/)

+44(0) 20 8939 1650